



Uniquement en France métropolitaine

6€95

Exposition
Yves Saint Laurent
au Petit Palais
Page 24

Justice
Quelle réforme ?
Débats pages 20-21 et Lemonde.fr

« **Le Monde Argent** »
▶ Le palmarès des meilleures sicav
▶ Faut-il craindre un krach obligataire ?
Supplément

Samedi 13 mars 2010 - 66^e année N°20259

www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

Régionales : la gauche augmente son avance

■ Selon un sondage TNS-Sofres/Logica/« Le Monde », le PS devancerait l'UMP
■ Le chef de l'Etat annonce une « pause » des réformes au second semestre 2011

deux jours du premier tour des élections régionales, un sondage TNS-Sofres/Logica réalisé pour *Le Monde*, France 2, France 3 et France Inter confirme l'avance prise par la gauche. Le Parti socialiste obtient 30% des intentions de vote, devant l'UMP (29%), Europe Ecologie (14%), le Front national (8,5%), le Front de gauche (5,5%) et le MoDem (4,5%). Un peu plus de la moitié (54%) des personnes interrogées se déclarent intéressées par ce scrutin, ce qui laisse présager une forte abstention, en particulier parmi les électeurs de droite. ■ Lire page 10



■ **Nicolas Sarkozy et « la pause »** L'analyse de l'interview du chef de l'Etat au *Figaro Magazine*. P. 10
■ **Union ?** Le PS, Europe Ecologie et le Front de gauche négocient. P. 11
■ **UMP** L'absence de dynamique et de réserve de voix inquiète. P. 12
■ **Propos de campagne** Dans les meetings de Martine Aubry, Xavier Bertrand et Bruno Le Maire. P. 11, 12, 13
■ **L'iPhone de M. Longuet** « Allô, c'est Malek Boutih... » P. 13
■ **Chroniques** P. 2 et 28
■ **Les abstentionnistes** Magazine

Les Européens ont mis au point les modalités du plan de soutien financier à la Grèce

■ Les ministres des finances choisiront, lundi 15 mars, entre deux options

Bruxelles
Bureau européen

Les pays de la zone euro se rapprochent d'un accord sur les modalités d'un plan de soutien financier à la Grèce. Différentes réunions ont eu lieu cette semaine, afin d'arracher un compromis, dans l'idéal, lors de la réunion des ministres des finances de la zone euro, lundi 15 mars, à Bruxelles.
Le mécanisme de soutien ne serait actionné par la suite qu'en cas de nécessité, la prochaine phase critique en termes de

refinancement de la dette grecque étant attendue en avril et en mai. Aucun montant n'est encore identifié, mais le dispositif se situerait entre 20 et 25 milliards d'euros.
Son président, José Manuel Barroso, a indiqué dès mardi que la Commission était « prête à proposer un cadre coordonné d'assistance », en concertation étroite avec les seize pays de l'euro.
Une nouvelle réunion « technique » devait se tenir vendredi 12 mars entre les représentants des Trésors nationaux, de la Banque centrale et de la Commission euro-

péennes. Deux options, selon nos informations, restent sur la table. D'une part, la mise en place d'une facilité de prêts financés par les Etats membres, dont l'attribution serait coordonnée par la Commission européenne. D'autre part, la création d'une facilité de prêts financée par des emprunts communautaires, garantis par les Etats.
Plusieurs pays, comme la Belgique, ont insisté pour que l'action européenne soit réellement coordonnée, sans reposer sur le seul tandem franco-allemand.
Philippe Ricard
▶ Lire la suite page 16

Au Chili, les présidents changent, la terre continue de trembler



M^{me} Bachelet et M. Piñera, jeudi 11 mars, à Santiago. EDGARD GARRIDO/REUTERS

Une demi-heure avant la cérémonie d'investiture du nouveau président, Sebastian Piñera, la terre a fortement tremblé, trois fois de plus, jeudi 11 mars, au Chili.
D'une magnitude de 7,2 sur l'échelle de Richter, les trois répliques telluriques étaient les plus violentes enregistrées depuis le séisme du 27 février, qui avait tué près de 500 personnes. L'inquiétude provoquée par les secousses était visible sur le visage de la plupart des 1 200 invités rassemblés dans l'enceinte du Parlement, qui fut d'ailleurs évacuée, à peine la cérémonie, brève et austère, achevée.
Elu le 17 janvier, M. Piñera, 60 ans, est le

premier président de droite au Chili depuis cinquante-deux ans. Son accession au pouvoir met fin au règne de la coalition de centre-gauche qui avait porté Michelle Bachelet à la présidence il y a quatre ans. La Constitution n'autorisait pas M^{me} Bachelet à se représenter.
La reconstruction des zones touchées par le tremblement de terre figure en tête des priorités du nouveau président. Avec un coût estimé à 15 milliards de dollars, elle va amener M. Piñera à remanier profondément le programme sur lequel il a fait campagne. « Je serai le président de la reconstruction », a-t-il promis jeudi. ■
Lire page 6 et l'analyse page 2

Le regard de Plantu



Nigeria : après le massacre, la vengeance des chrétiens ?

Reportage

Jos (Nigeria)
Envoyé spécial

Comment Jos, perle du Nigeria, réputée pour son climat et ses universités, en est-elle arrivée à attendre, le cœur battant, d'être emportée par la haine interreligieuse ? Depuis le « dimanche sanglant » du 7 mars, où les habitants d'un groupe de hameaux proches de Dogo Nahawa, à la périphérie de la ville, tous de religion chrétienne, ont été massacrés par des hommes présentés comme musulmans, Jos attend la réplique des Berom, qui se préparent à la vengeance dans un climat de guerre de religion.
La ville, capitale de l'Etat du Plateau, dans le centre du pays, vit en état de siège. Des militaires en tenue de camouflage ont monté des positions de tir dans les rues. Ils patrouillent à bord de blindés. Un couvre-feu sévère est imposé, douze heures par jour.
Jean-Philippe Rémy
▶ Lire la suite page 8

Demain dans Le Monde

« **TéléVisions** » Sur France 2, un documentaire coup de poing : jusqu'où la télé peut-elle aller ? Jeu : « Final Fantasy », treizième version ; les choix du « Monde »

Enquête PSG : Boulogne, Auteuil, les tribunes de la haine
Débats Fabrice Humbert et « le quotidien légèrement insensé » d'un enseignant-écrivain



Sévère

« Un conte de fées contemporain. »
Marie-Laure Delorme, *le Journal du Dimanche*

Seuil

Les pays de la zone euro peaufinent leur plan d'aide à la Grèce

Les modalités d'une assistance financière font l'objet d'ultimes négociations. Athènes n'en bénéficierait toutefois qu'en cas d'absolue nécessité

►►► Suite de la première page

Les esprits ont évolué depuis que la Grèce a accepté, voici une semaine, de durcir son programme d'assainissement. « Le gouvernement grec a pris les mesures qu'on attendait de lui, les Etats de la zone euro doivent désormais être prêts à prendre les leurs », a plaidé Nicolas Sarkozy, dimanche, après un entretien avec le premier ministre grec, Georges Papandréou. « Le problème est que la confusion est encore grande », observe un haut fonctionnaire européen : « Aucun accord n'est à attendre, au mieux, avant la réunion des ministres des finances la semaine prochaine. »

Les avis divergent sur les modalités de l'une ou l'autre option. La première serait plus facile à mettre en œuvre « à court terme », selon un document confidentiel diffusé jeudi aux commissaires européens. Elle aurait l'avantage de regrouper une même corbeille les prêts bilatéraux consentis par les seuls Etats de la zone euro, sous la houlette de la Commission européenne. « Cela éviterait que chaque gouvernement négocie ses conditions avec Athènes », explique un expert.

La seconde option, privilégiée « à moyen terme » par la Commission, permettrait au contraire aux seize pays de la zone euro de ne pas signer de chèque. Les capitaux ne s'engageraient qu'à garantir l'emprunt réalisé par la Commission,

Paris cherche un compromis sur les « fonds »

Le président français, Nicolas Sarkozy, devait rencontrer à Londres, vendredi 12 mars, le premier ministre britannique, Gordon Brown, afin de trouver un terrain d'entente concernant le projet de régulation européenne des fonds spéculatifs (hedge funds) et des fonds de Private Equity, considéré par les Etats-Unis et le Royaume-Uni comme dommageable au secteur, rapporte le *Financial Times*, vendredi. Selon le quotidien britannique, M. Brown partagerait les préoccupations du secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, qui avait jugé la directive européenne « protectionniste ».

laquelle dispose d'une excellente notation financière. Mais ce dispositif est très compliqué à mettre en œuvre, l'unanimité étant requise au niveau des Vingt-Sept pour autoriser l'exécutif européen à aller sur les marchés. Or le Royaume-Uni ou la Suède considèrent, contre l'avis des dirigeants de la zone euro, que la seule solution crédible est de recourir au Fonds monétaire international (FMI), comme cela a été fait l'an dernier pour les pays européens non membres de l'Union monétaire : la Roumanie, la Hongrie et la Lettonie.

Défricher le terrain

Mercredi, les travaux préparatoires ont néanmoins permis de défricher le terrain. La réunion a duré neuf heures. Sur le plan juridique, toutes les délégations, y compris les Allemands, sont maintenant d'accord sur un point : la clause de « non-renflouement » incluse dans les traités européens n'empêche pas de prêter de l'argent à la Grèce, à des taux inférieurs à ceux en vigueur sur les marchés. C'est exactement ce que la Grèce réclame afin de ne pas alourdir la charge financière générée par son colossal endettement. Reste à savoir quelles seraient les conditions attachées aux prêts accordés à la Grèce : l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche plaident pour des taux d'intérêt élevés, contre l'avis de la France et de ses alliés.

Le ministre des finances allemand, Wolfgang Schäuble, profite par ailleurs du débat sur le projet de Fonds monétaire européen (FME), qu'il a lui-même lancé le week-end dernier, pour convaincre ses concitoyens d'agir. « La capacité des Européens à travailler ensemble pour maîtriser les difficultés [de la zone euro] est décisive », écrit-il dans un vibrant plaidoyer en faveur de l'Union monétaire, publié vendredi par le *Financial Times Deutschland*. Pour le ministre chrétien-démocrate, « l'euro n'a rien à envier au deutschemark », mais la zone euro se trouve « à un tournant ». L'opinion publique allemande est très opposée à une aide à la Grèce, ce qui limite, dans les ultimes tractations en cours, les marges de manœuvre de Berlin. ■

Philippe Ricard



Affrontements entre les forces de l'ordre et des manifestants en marge de la manifestation du 11 mars, à Athènes. ARIS MESSINIS/AFP

Pour calmer la rue, M. Papandréou accuse les spéculateurs

Athènes
Correspondance

CONCLUANT aux Etats-Unis une tournée diplomatique commencée à Berlin, le premier ministre grec, Georges Papandréou, avait appelé, lundi 8 mars, ses partenaires à dire « ça suffit » aux « spéculateurs sans scrupule qui engrangent des milliards de dollars » sur le dos de son pays. Athènes a reçu le soutien de Paris et de Berlin, qui demandent ensemble à la Commission européenne d'enquêter sur le marché des CDS (credit default swaps). « Le mieux serait que des spéculateurs fautifs soient identifiés et punis », se plaît à imaginer un responsable gouvernemental grec, qui ne souhaite pas être cité. « Sinon, même avec des

garanties étrangères, on ne peut pas être assurés » que le coût de l'argent va retomber – les taux grecs sont supérieurs à 6 %.

Pour le socialiste Georges Papandréou, l'enjeu est aussi de tenir le front intérieur. Pour réussir à se faire entendre de ses homologues, il a d'abord dû donner des gages de sa détermination à sortir la Grèce de ses ornières budgétaires.

« A l'étranger, tout baigne, mais moi, comment je fais avec deux salaires en moins ? », résume Eléni, 50 ans, fonctionnaire depuis 27 ans à l'Organisme grec des HLM. Jeudi, devant des banderoles proclamant « Nous ne paierons pas la crise » ou « Non aux diktats des marchés », elle battait le pavé à Athènes, répondant à un appel à la grève générale, le deuxième en

quinze jours, lancé par les grandes centrales syndicales du privé, la GSEE, et du public, l'Adedy, contre la cure d'austérité.

Foule moins dense

Alexandre Kalyvis, cadre, tendance gauche radicale, de la GSEE, affirme que la mobilisation a été plus importante que le 24 février. Dans le centre de la capitale, la foule était pourtant moins dense selon les journalistes, tandis que la police l'estimait moitié moindre, à 15 000 manifestants. Parmi eux, quelques centaines de policiers en uniforme ont été applaudis. Si tous les transports étaient paralysés, tandis qu'une grève dans les médias privait le pays d'informations, les écoles, crèches ou banques étaient loin d'être tou-

tes fermées. « C'est en avril mai que les gens vont vraiment bouger, quand les mesures vont affecter les fiches de paie », estime Eléni.

M. Kalyvis juge minime la probabilité que le gouvernement recule sur ses mesures d'économies, prévoyant des coupes salariales dans la fonction publique, le gel des retraites et un relèvement de la TVA. Mais pour les syndicats, et à gauche de la majorité socialiste, il n'est selon lui pas question de déposer les armes. La rigueur doit avoir une date limite, et d'ici là l'objectif est de sauvegarder le système des retraites et de prévenir une brutale dérégularisation du marché du travail. Bruxelles a annoncé vouloir juger la Grèce sur ces deux réformes d'ici à l'été. ■

Catherine Georgoutsos

« Les Européens doivent agir au lieu de dénoncer la main invisible de la spéculation »

Retien

Depuis le déclenchement de la crise grecque, les autorités politiques en Europe ont lancé l'offensive contre la spéculation. Dans une lettre adressée à José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, datée du mercredi 10 mars, les dirigeants français et allemand, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, le premier ministre grec, Georges Papandréou, et le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, réclament l'interdiction des opérations spéculatives sur les produits dérivés. Il s'agirait, notamment, d'encadrer les négociations sur les CDS, ces titres permettant de se couvrir contre le défaut d'un émetteur dont sont très friands les fonds spéculatifs (hedge funds). Noël Amenc, responsable de finance à l'Edhec, spécialiste des hedge funds, réagit. L'Europe a-t-elle raison de se focaliser sur le marché des CDS, qualifié de « boîte noire » ?

Il faut distinguer plusieurs choses. Améliorer les règles de transparences sur ce marché et le centraliser en créant un grand livre, une chambre de compensation, où toutes les transactions seront enregistrées, est légitime et sans doute nécessaire. Mais vouloir interdire les « ventes à nu » de CDS, qui consistent à échanger ces contrats sans détenir la dette sous-jacente com-

me semble l'exiger l'Europe – en dénonçant la spéculation – est infaisable et contre-productif.

Que voulez-vous dire ?

N'autoriser les achats de CDS qu'à des investisseurs propriétaires de dette souveraine est invérifiable ! D'autre part, l'on réduirait les transactions sur le marché des CDS, ce qui en affecterait la liquidité. Cela obligerait les investisseurs à trouver d'autres moyens pour se protéger contre le risque de défaut d'un pays. En exigeant, par exemple, une rémunération plus élevée, des taux d'intérêt plus forts sur les emprunts d'Etat. C'est l'exact opposé de l'effet recherché. **Ce marché n'est-il pas déconnecté des risques pays ? Il s'échange des CDS sur le Kazakhstan alors qu'il n'émet pas de dette sur les marchés...**

Les CDS sur risques souverains ne sont pas uniquement destinés à protéger contre le risque de défaut de la dette d'un Etat. Ils peuvent être aussi utilisés pour se protéger contre le risque de défaillance sur un contrat public ou sur la dette d'une entreprise publique. Le Kazakhstan, par la nature de son économie et des nombreux contrats publics ou assimilés qui le lie avec les entreprises étrangères, est un Etat qui justifie l'émission de CDS sur risque souverain. **La spéculation n'aurait donc rien à**

voir avec les problèmes de la Grèce ?

Il faut, je pense, reprendre les choses dans le bon ordre. Si la dette grecque a fait l'objet d'une forte dégradation de son risque, c'est avant tout parce que l'économie et les finances publiques grecques vont mal. En outre, le pays a menti sur ses déficits. Le problème en zone euro est que Bruxelles est incapable d'imposer une discipline budgétaire aux Etats. Quand il y a une incertitude, une faille, les spéculateurs s'engouffrent dedans. Ils n'en sont pas les auteurs mais ont un rôle de second ordre. **L'approche européenne sur la régulation diverge-t-elle de celle des Etats-Unis ?**

Pendant que M. Sarkozy écrit des lettres à M. Barroso, les Etats-Unis, plus pragmatiques, ont déjà mis en place des chambres de compensation sur les marchés de gré à gré de produits dérivés de crédit non seulement américain mais aussi européen. Au lieu de dénoncer la main invisible de la spéculation, les Européens doivent agir. Les dirigeants français ou allemands devraient peut-être s'entendre rapidement sur la compensation centralisée en euro de ce marché. Sinon, le risque est de laisser seuls les Américains prendre en main sa sécurité et ses marges. ■

Propos recueillis par Claire Gatinois

Hugh Hendry, Ecossais gérant de hedge fund qui n'aime pas l'euro et parie sur sa baisse

Pénétrez dans la petite salle de réunion d'Ecletica Asset Management et votre regard tombe immédiatement sur une photo de Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, barrée d'une légende, « recherché mort ou vif ». Ce montage d'un goût douteux symbolise l'aversion profonde de Hugh Hendry, fondateur de ce hedge fund londonien, envers la monnaie unique. Depuis la crise grecque, ce spéculateur à cent à l'heure a gagné beaucoup d'argent en spéculant contre cette dernière.

« Ma principale qualité, c'est d'anticiper le changement », déclare d'emblée ce « quadra » écossais, fondateur en 2005 de ce fonds spéculatif lié à des paris sur l'évolution macro-économique mondiale. Dès le lancement de l'euro, l'aventurier des placements alternatifs met en cause le concept même du dispositif, jugé trop rigide et surtout motivé à ses yeux par des impératifs politiques. « Malgré le boom économique qui a masqué les déséquilibres structurels pendant près de dix ans, les lignes de faille de l'euro étaient bien identifiées. La grande inconnue était la date du tremblement de terre », analyse le financier.

Remontons le temps de quelques années. En 2006, notre inter-

locuteur suit de près l'Irlande, le « tigre celtique » porté aux nues par la City, et l'Islande qui vit alors de la prospérité de ses banques. « La Grèce était hors de portée de mon radar en raison de la proximité de Londres : avec ces deux pays dont les faiblesses ont déclenché ma sonnette d'alarme », insiste-t-il. En prévision d'une dégringolade financière, Ecletica joue et gagne. Mais notre ambitieux financier se désintéresse vite de ces deux nations trop petites ; il lui faut les Etats-Unis. Et au début 2007, le fief du spéculateur anticipe la chute du marché immobilier et l'effondrement des taux d'intérêt américains, ce qui lui permettra d'engranger de jolies plus-values quand la crise financière éclatera, à l'automne 2008.

Patatras !

A l'issue de l'opération de sauvetage par les gouvernements du système bancaire, Hugh Hendry porte toute son attention sur le déficit budgétaire, en particulier des pays périphériques de la zone euro, à commencer par la Grèce. Lors du premier trimestre 2009, le voilà qui accumule des CDS souverains sur la Grèce. Patatras ! Le gouvernement d'Athènes parvient encore à cacher l'ampleur réelle de son « trou » budgétaire. Il jette ensuite son dévolu sur la dette allemande,

persuadé que le plus puissant pays de la zone euro sera tôt ou tard mis à contribution. « Les CDS allemands étaient à l'époque relativement bon marché car ce point de vue était très minoritaire. » C'est le jackpot.

A ses yeux, une aide européenne à la Grèce est toutefois contre-productive. Vu la non disponibilité de l'arme du taux de change en raison de la participation d'Athènes à l'euro, toute la pression est sur les prix intérieurs. En lieu et place de la cure d'austérité imposée par le gouvernement Papandréou, Hugh Hendry demande aux banques internationales (« mes grands ennemis »), qui ont imprudemment prêté à Athènes, de faire une croix sur leurs créances « au lieu d'appauvrir ce pays ».

Au visiteur friand de drames et qui aimerait bien lui faire dire que le Royaume-Uni est la prochaine cible des spéculateurs, l'opérateur niché à Notting Hill Gate répond que le pire n'est pas toujours sûr : « Le grand atout de ce pays est d'être maître de sa politique monétaire. La baisse du sterling a amélioré la compétitivité et a encouragé les investisseurs étrangers. » Dans le fond, c'est d'une simplicité biblique, le métier de spéculateur... ■

Marc Roche
(Londres, correspondant)